



Extrémisme violent

Les Etats d'Afrique de l'Ouest veulent mieux gérer les armes conventionnelles

Un séminaire régional de trois jours sur la prévention de l'extrémisme violent et la gestion des armes conventionnelles en Afrique de l'Ouest, est ouvert hier à Lomé. Il est organisé par la division paix et droits de l'Homme du département fédéral des Affaires étrangères (DFAE) de la Suisse, l'Institut des Nations unies pour la recherche sur le désarmement (Unidir), ...



PAGE 3

POLITIQUE



Elections législatives et régionales

Maître Zeus Ajavon crache la vérité à des opposants

Le report des élections législatives et régionales en 2024 continue de faire couler de l'encre et de la salive. Certains opposants ne digèrent pas toujours cette décision du chef de l'Etat Faure Gnassingbé et de son gouvernement.

PAGE 3

REPORTAGE

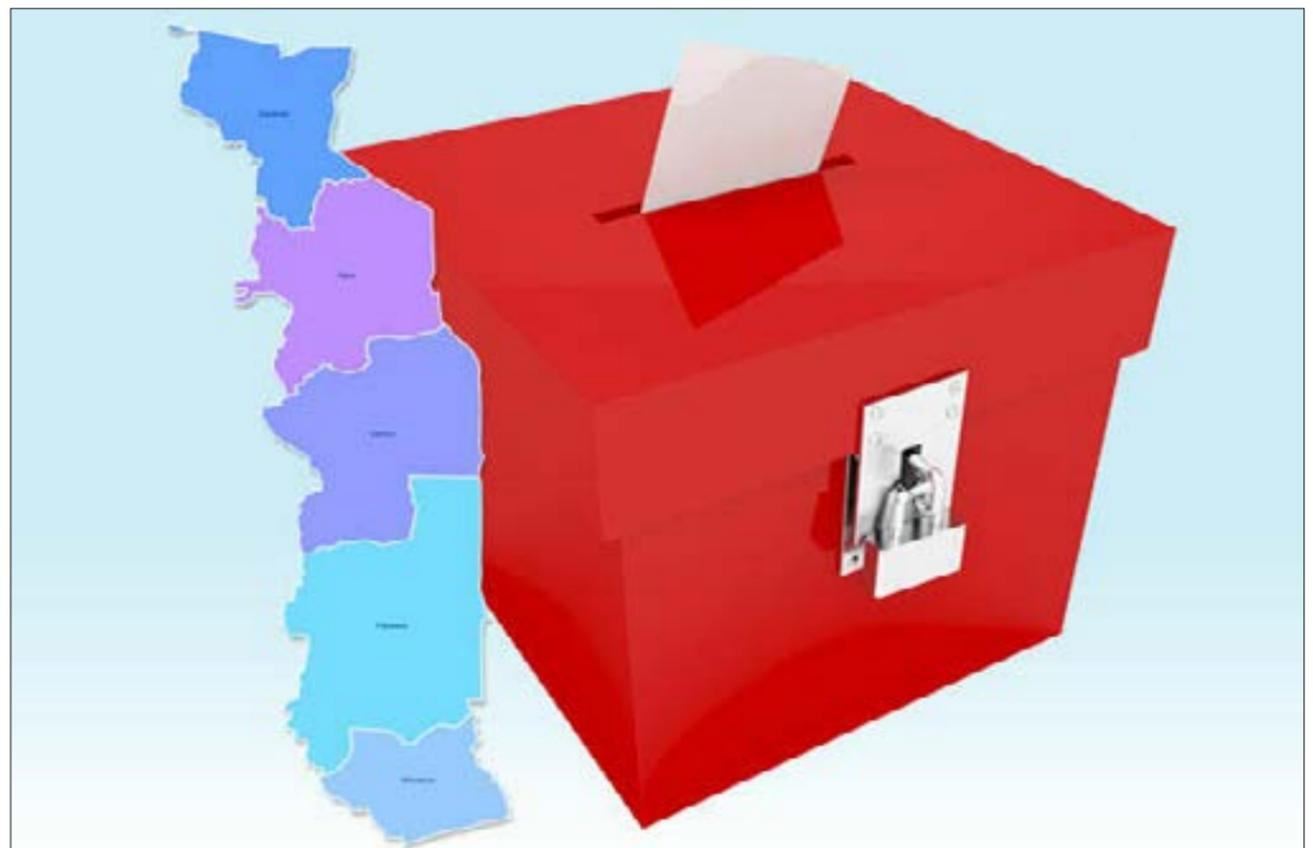


Journée internationale du volontariat

Une caravane dans les rues de Lomé

Après la région des Savanes, de la Kara, Centrale, Plateaux, les volontaires sont dans la région Maritime où une caravane nationale du volontariat et de l'inclusion sociale s'est déroulée tôt le matin du 04 décembre 2023. La caravane a sillonné les artères de la ville de Lomé.

PAGE 11



Togo

Solder le débat sur le découpage électoral

Depuis quelques jours, le débat sur le découpage électoral, en prélude aux élections législatives et régionales, projetées au plus tard à fin mars 2024, est mené avec acuité dans les états-majors des partis politiques et au sein des organisations de la société civile. La véhémence des partis pris se comprend aisément ...

PAGE 9

DERNIERES HEURES

Un concours de recrutement d'officiers lancé par le ministère des Armées

Les Ecoles de formation d'officiers (EFO) du Togo se préparent pour le cycle continu 2024-2025. Le ministère des Armées vient de lancer dans ce sens un appel à candidatures, pour le test de présélection du concours d'entrée.

Concrètement, trois écoles sont concernées : l'Ecole spéciale militaire (ESM), l'Ecole navale (EN) et l'Ecole des commissaires des armées (ECA). Si des conditions spécifiques sont définies pour chacune de ces institutions, les candidats devront néanmoins être tous de nationalité togolaise, être célibataires sans enfant, être médicalement et physiquement aptes, ou encore disposer d'une formation universitaire.

Les dossiers de candidatures, dont les détails sont à retrouver sur le portail web du ministère des Armées, doivent être déposés au plus tard le samedi 09 décembre prochain à midi à l'état-major général des Forces armées togolaises (FAT) à Lomé, et à la Brigade territoriale de la gendarmerie nationale à Kara.

Le test de présélection aura lieu les 12 et 13 décembre.

ECONOMIE

PME/ PMI

Les techniques et normes d'exportation du café au cœur d'un atelier

Pour une meilleure appropriation des techniques et normes d'exportation du café, le Centre du commerce international (ITC), l'Agence des Cafés ...

PAGE 5



DOSSIER

Programmation budgétaire

L'économie togolaise entre 2024 et 2026

Dans moins d'un mois, 2023 passera le témoin à la nouvelle année pour un nouveau challenge économique. Le Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP) 2024-2026, du gouvernement togolais, a été adopté en juin dernier par l'Assemblée nationale togolaise. Ledit document fait une rétrospection ...

PEGES 6&7

	<p>SOMMAIRE</p> <p>Guinée-Bissau Le président Umballo Cissoko dissout le Parlement</p>  <p>P 4</p>	<p>Programmation budgétaire L'économie togolaise entre 2024 et 2026</p>  <p>PP 6&7</p>	<p>CoP 28 Le monde n'est pas en mesure de limiter le réchauffement à 1,5°C</p>  <p>P 10</p>
---	---	---	---

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

"De vendeuse ambulante à entrepreneure prospère : l'histoire inspirante de dame Abalo Bozounbidou grâce au produit APSEF du FNFI

Abalo Bozounbidou une femme entrepreneure de Sokodé, a connu de nombreuses difficultés dans sa vie, notamment en tant que mère célibataire de deux enfants. Elle travaillait comme vendeuse ambulante de légumes pour subvenir aux besoins de sa famille, mais les revenus étaient insuffisants pour couvrir toutes les dépenses. C'est alors qu'elle a entendu parler des produits financiers qu'offrent le Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI) et a décidé de tenter sa chance.

Grâce à son dynamisme, Abalo Bozounbidou a obtenu rapidement le produit Accès des Pauvres aux services Financiers APSEF. Le premier cycle de ce produit qui lui a permis de démarrer Petite la vente de produits alimentaires devant la maison de ses parents. Plus tard, avec les prêts successifs obtenus pour boucler les cycles du produit APSEF, elle a ouvert une boutique d'alimentation et de produits de première nécessité. Elle a également commencé à vendre des pagnes, qui sont très populaires au Togo. Au début, elle a connu quelques difficultés, notamment en raison de la concurrence, mais elle a persévéré et a finalement réussi à développer son entreprise.

"Le microcrédit a été une opportunité pour moi de sortir de la pauvreté et devenir une entrepreneure

prospère. Cela m'a permis de subvenir aux besoins de mes enfants et de leur offrir une vie meilleure", témoigne Abalo Bozounbidou

Elle a également ajouté que le FNFI a été un partenaire de confiance qui lui a offert un accompagnement de qualité pour la gestion de son entreprise. En effet l'Institution de microfinance partenaire du FNFI a suivi sa croissance et l'a aidée à développer ses compétences en gestion et en comptabilité.

Aujourd'hui, Abalo Bozounbidou dirige une entreprise prospère. Elle a réussi à développer son activité en ajoutant de nouveaux produits, en créant une deuxième boutique dans une autre rue et en diversifiant sa clientèle. Elle est très fière de son parcours et encourage les autres

femmes à saisir les opportunités offertes par le microcrédit pour lancer leur propre entreprise.

"Je voudrais encourager toutes les femmes à croire en elles-mêmes

financièrement. Il faut juste avoir une idée et la motivation pour la mettre en œuvre", conseille Abalo Bozounbidou

Le succès de Bozounbidou est un exemple inspirant

permettant de devenir des entrepreneures prospères. Cela montre également l'importance de soutenir les initiatives de microcrédit et les institutions de finance



Abalo Bozounbidou

et à ne pas avoir peur de prendre des risques. Le microcrédit est une opportunité pour changer de vie et devenir autonome

de la façon dont le microcrédit peut aider à transformer la vie des femmes en situation de précarité en leur

inclusive pour promouvoir le développement économique des communautés

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodlakina

Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari

Responsable web :
Carlos Amevor

Comité de rédaction :
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima
Edem Dadzie
Attipoe Edem Kodjo

Responsable administrative, financière
et commerciale:
AMAH Essognim

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution: TogoMatin
Tirage: (2000 exemplaires)

Elections législatives et régionales

Quand maître Zeus Ajavon fait du constitutionnalisme

Le report des élections législatives et régionales en 2024 continue de faire couler de l'encre et de la salive. Certains opposants ne digèrent pas toujours cette décision du chef de l'Etat Faure Gnassingbé et de son gouvernement.

Parmi ceux qui font le plus de bruit dans cette histoire figure la Dynamique pour la majorité du peuple (DMP), un regroupement des frondeurs de la Dynamique monseigneur Kpodzro (DMK), des partis qui se cherchent sérieusement dans le landerneau politique togolais.

Malgré le fait que la Constitution en vigueur au Togo ait prévu des dispositions idoines pour gérer ces genres de situations, ces acteurs politiques préfèrent continuer à entretenir cette polémique inutile.

D'ailleurs, la jurisprudence est très instructive en la matière au Togo.

Par le passé, le pays a connu des élections hors délais. Et ce sont pratiquement les mêmes acteurs qui étaient en place, et qui n'y avaient vu aucune objection. Parce qu'à l'époque, c'est eux qui bloquaient l'organisation de ces élections.

Comme l'a exprimé le député Gerry Taama cette semaine, les partis politiques peuvent exiger des discussions pour s'entendre sur comment évoluer jusqu'à ces élections et avoir plus

d'informations. Même à ce niveau, il faut préciser que l'opposition est représentée au sein de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni).



Maître Zeus Ajavon

Rien ne se fait donc dans l'opacité. Et il faut clairement le dire : il n'y a

aucune forme d'illégalité dans cette histoire. Maître Zeus Ajavon, avocat, juriste et opposant au régime de Lomé prend aussi le contre-pied de cette opposition.

dans le fonctionnement de l'Etat et des institutions de la République. Je ne sais même pas où les Africains ont trouvé cette incongruité. Même si certaines institutions ne sont pas renouvelées dans les temps, le principe de la continuité de l'Etat prévaut », affirme maître Ajavon Zeus.

Certains trouveront cette intervention surprenante si l'on tient compte du passé politique récent de maître Ajavon. Il y en a qui trouveront même qu'il a été payé pour défendre la position du pouvoir. Mais pour être Franc, maître Ajavon n'est-il pas simplement en train de dire le droit ?

TM

Extrémisme violent

Les Etats d'Afrique de l'Ouest veulent mieux gérer les armes conventionnelles

Un séminaire régional de trois jours sur la prévention de l'extrémisme violent et la gestion des armes conventionnelles en Afrique de l'Ouest, est ouvert hier à Lomé. Il est organisé par la division paix et droits de l'Homme du département fédéral des Affaires étrangères (DFAE) de la Suisse, l'Institut des Nations unies pour la recherche sur le désarmement (Unidir), et le Centre régional des Nations unies pour la paix et le désarmement en Afrique (UNREC).

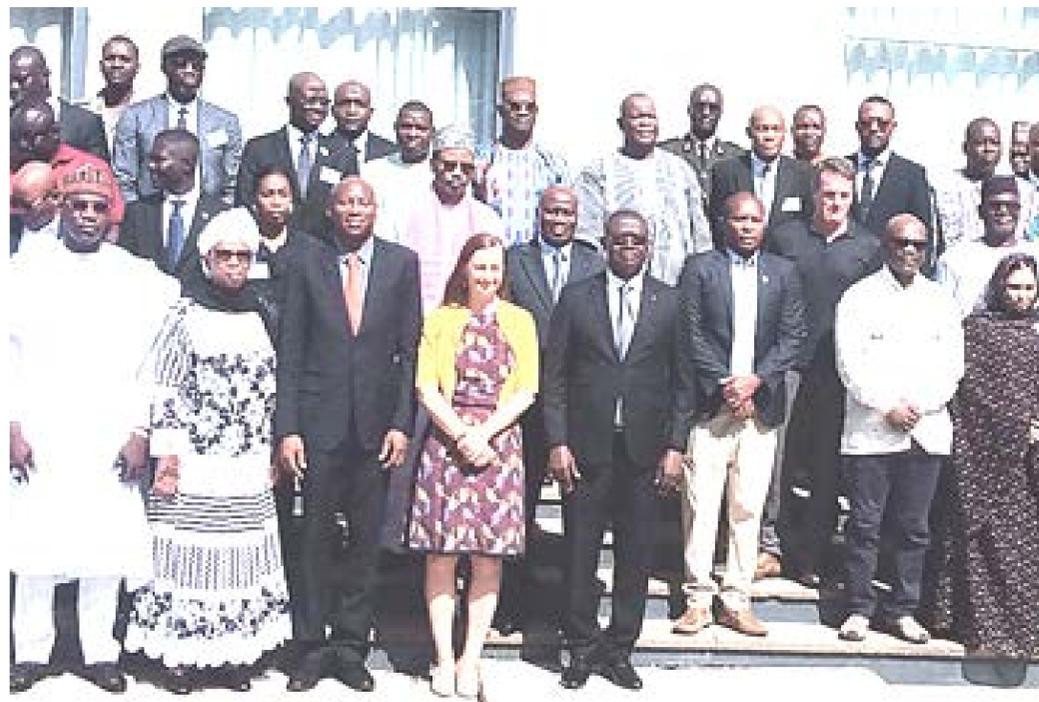


Photo de famille des officiels et participants

La rencontre se tient à un moment où le continent africain en général et l'Afrique de l'Ouest en particulier sont en proie à des conflits. Ces conflits mettent en mal la paix et perturbent la sécurité des personnes et des biens. L'on assiste à la déstabilisation du Sahel, et à des menaces de plus en plus récurrentes sur les pays côtiers du Golfe de Guinée.

L'Afrique de l'Ouest a

assisté à des conflits locaux et transnationaux qui se sont multipliés au travers de groupes armés, notamment des groupes extrémistes violents. Cette tendance est facilitée par la présence et la prolifération des armes conventionnelles, notamment des armes légères et de petits calibres ; de leurs munitions, et des explosifs utilisés pour l'orpaillage clandestin, et pour perpétrer des attentats.

Toutefois, le lien entre l'extrémisme violent et la gestion des armes conventionnelles n'a que peu été considérée jusqu'à présent. Il y a donc urgence à ouvrir sans délai le chantier de l'intégration et de la prévention de l'extrémisme violent dans la gestion des armes conventionnelles qui prolifèrent sur le continent, notamment en Afrique de l'Ouest.

« Dans un tel contexte, vous pouvez donc imaginer

ma joie d'accueillir une telle rencontre d'une telle importance pour la paix et la sécurité dans la sous-région », a déclaré Anselme Nahmtante Yabouri, directeur de l'UNREC, basé à Lomé au Togo. La paix et la sécurité sont en effet indispensables pour l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD).

Une étude a évalué le coût économique des conflits armés pour le développement de l'Afrique à environ 18 milliards de dollars par an. « De tels conflits amputent l'économie africaine en moyenne de 15% de son Produit intérieur brut (PIB) », a poursuivi Anselme Nahmtante Yabouri.

« Je voudrais renouveler les très vifs remerciements du gouvernement et de son Excellence monsieur le président de la République à l'endroit de vous tous pour votre engagement et votre soutien constant aux activités de lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre, et la prévention de l'extrémisme violent débouchant sur le terrorisme », a affirmé le colonel Awaté Hodabalo, ministre de l'Administration

territoriale, de la Décentralisation et du Développement des territoires. Il a salué la présence des représentants des partenaires techniques et financiers, ainsi que ceux de la société civile.

« Les groupes armés non étatiques détiennent plus de 40 millions d'armes légères, soit près de 80% des armes en circulation sur le continent ; alors que les Forces de défense et de sécurité (FDS) détiennent moins de 11 millions d'armes légères », a révélé le colonel Awaté Hodabalo.

Le séminaire vise à stimuler une approche conjointe et durable de la prévention de l'extrémisme violent et de la gestion des armes conventionnelles. Le séminaire réunit environ 60 participants provenant des institutions nationales responsables de la gestion des armes légères et de petit calibre, des institutions nationales responsables de la prévention de l'extrémisme violent, des élus et des représentants de la société civile, des centres de recherche, ainsi que des organisations internationales (Cedeao, Union africaine, Nations unies).

Edem Dadzie

Côte d'Ivoire/Municipales

Victoire confirmée d'un proche de Guillaume Soro à Ferkéssédougou

Alors qu'il était déclaré vainqueur du scrutin de septembre 2023 dernier par la Commission électorale indépendante (CEI), le maire sortant Ouattara Kaweli avait été contesté par des militants du RHDP. Saisi, le Conseil d'Etat avait annulé le scrutin et demandé sa reprise. Finalement, le scrutin du 2 décembre 2023 dernier lui donnera une nouvelle raison, confirmant ainsi son avancée sur le candidat du pouvoir.



C'était la dernière commune dont les résultats étaient attendus depuis la reprise des élections le 2 décembre dernier, pour cause d'irrégularités. À Ferkéssédougou, fief de Guillaume Soro, des incidents avaient éclaté à la fermeture des bureaux de vote et les locaux de la représentation locale de la Commission électorale indépendante (CEI) avait été incendiés. Ces violences ont retardé la publication des résultats.

D'après les scores rendus publics le 5 décembre par la CEI, c'est le maire sortant, Ouattara Kaweli, un proche de Guillaume Soro, qui arrive en tête avec 50,24 % des voix exprimées, contre 49,03 % pour son adversaire du Rassemblement des houpouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP, le parti au pouvoir), Jacques Gneneyeri Silué.

Bien qu'indépendant, le maire de Ferkéssédougou est un membre du mouvement Générations et peuples solidaires (GPS) de Guillaume Soro. En 2017, il avait été élu député de la localité sur la même liste que l'ancien président de l'Assemblée nationale.

Ce dernier est récemment réapparu au Niger et au Burkina Faso après quatre années d'exil. Sous le coup de plusieurs condamnations de la justice ivoirienne, il a tout de même annoncé son intention d'être candidat à la présidentielle de 2025 dans sa biographie sur X.

T.M. et Jeune Afrique

Niger/Transition

Fin des missions de l'UE à Niamey: une mesure rétorsive à la condamnation de coup d'Etat?

Les nouvelles autorités ont annoncé lundi 4 décembre mettre fin à deux missions de défense et de sécurité de l'Union européenne dans le pays. Annonce faite au moment où une délégation russe se trouvait à Niamey, et moins de deux semaines après que le Parlement européen a adopté une résolution pour condamner le coup d'Etat et exiger la libération de Mohamed Bazoum, le président renversé le 26 juillet.

Le Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP) au Niger a progressivement changé ses alliances, rompant avec les partenaires occidentaux établis sous le régime précédent. Cette rupture a débuté par la demande de départ des soldats français, suivie d'un rapprochement avec le Mali et le Burkina Faso au sein de l'Alliance des États du Sahel. Cette réorientation s'est concrétisée avec l'annonce récente mettant fin à deux missions européennes dans le pays. La première mission, EUCAP Sahel Niger, fonctionnait depuis dix ans avec une équipe civile de 120 personnes, se concentrant sur le renforcement de la sécurité intérieure, notamment dans la lutte contre le terrorisme, la criminalité organisée et la migration irrégulière. Cette mission a formé plus de 20 000 membres des forces de sécurité intérieure. Les autorités nigériennes lui ont donné six mois pour quitter le pays. La seconde mission, EUMPM, une coopération militaire de l'Union européenne, avait été lancée il y a moins d'un



an pour soutenir la lutte contre le terrorisme.

En réponse à cette décision, l'Union européenne a exprimé ses regrets par le biais de Josep Borrell, soulignant toutefois que toute coopération en matière de sécurité et de défense avec le Niger avait été suspendue après le coup d'Etat.

Mais cette transformation n'est pas seulement une rupture avec l'Occident. Le Niger a également récemment confirmé son retrait du G5 Sahel et abrogé la loi sur la migration datant de 2015. Parallèlement à ces ruptures, le pays renforce sa coopération militaire avec la Russie.

Lors de la visite d'une délégation russe à Niamey, plusieurs accords ont été signés, marquant ainsi une nouvelle étape dans la coopération militaire entre les deux nations. Cette alliance en devenir suggère un changement majeur dans les relations géopolitiques du Niger, ouvrant la voie à de nouvelles dynamiques dans la région.

Ces décisions récentes montrent clairement la volonté du Niger de redéfinir ses alliances stratégiques, esquissant ainsi les contours d'une nouvelle géopolitique régionale et mondiale.

T.M.

Guinée-Bissau

Le président Umballo Cissoko dissout le Parlement

Le président bissau-guinéen Umaro Sissoco Embaló a décidé, lundi 4 décembre, de dissoudre le Parlement dominé par l'opposition, trois jours après des affrontements armés qu'il qualifie de « tentative de coup d'Etat » et qui plongent ce pays d'Afrique de l'Ouest dans une énième crise. La dissolution du Parlement appelle la tenue d'élections à une date encore incertaine, malgré les délais prescrits par la loi. Domingos Simoes Pereira, président du Parlement et adversaire de longue date de M. Embaló, a dénoncé un « coup d'Etat constitutionnel » de la part de ce dernier.

La dissolution du Parlement, contrôlé en grande partie par l'opposition, ouvre la voie à de nouvelles élections, bien que la date reste actuellement indéterminée, soulevant des interrogations sur la conformité à la loi électorale. La réaction immédiate de Domingos

Simoes Pereira, président du Parlement et opposant de longue date à M. Embaló, a qualifié cet acte de « coup d'Etat constitutionnel », soulevant ainsi des débats sur la légitimité de cette décision présidentielle.

"La date des prochaines élections législatives sera fixée au moment

opportun, en accord avec les dispositions de la Constitution", annonce un décret présidentiel relayé à la presse. Cette décision intervient seulement six mois après un précédent vote, suivi de la dissolution du Parlement par le président Embaló, décrivant cet espace politique comme un "terrain de guérilla" et de "complot". En outre, M. Embaló, lors d'une brève sortie après un Conseil des ministres extraordinaire, a confirmé le maintien de Geraldo Joao Martins au poste de Premier ministre. Toutefois, il a également revendiqué les portefeuilles cruciaux de

la sécurité et de l'intérieur, renforçant ainsi son contrôle direct sur ces sphères stratégiques.

L'accusation du président à l'encontre de l'Assemblée, reprochant à celle-ci d'avoir privilégié la défense de membres de l'exécutif soupçonnés de corruption plutôt que d'exercer son rôle de contrôle gouvernemental, a suscité des débats houleux. Le président du Parlement a tenté de poursuivre la séance, mais celle-ci s'est rapidement enlisée. Il a remis en question la légalité d'une dissolution si peu de temps après des élections et a fustigé cette

action comme un "coup d'Etat constitutionnel".

Des manifestations spontanées se sont déroulées à proximité du Parlement, marquées par la combustion de pneus, signe tangible de la frustration et de l'inquiétude palpable parmi une fraction de la population.

Cette série d'événements politiques épineux souligne la nécessité urgente d'un dialogue constructif et inclusif pour éviter une escalade de la crise politique en Guinée-Bissau, offrant ainsi une lueur d'espoir dans un contexte de tensions croissantes.

T.M.

PME/ PMI

Les techniques et normes d'exportation du café au cœur d'un atelier

Pour une meilleure appropriation des techniques et normes d'exportation du café, le Centre du commerce international (ITC), l'Agence des Cafés Robusta d'Afrique et de Madagascar (ACRAM) et le Comité de coordination pour les filières café et cacao (CCFCC) forment les entreprises du secteur. Cette séance de formation, commencée ce lundi 04 décembre à Lomé est organisée à l'intention des Petites et moyennes entreprises de huit pays des ACP.

Pour amener les PME / PMI à comprendre les exigences de l'exportation de café vers l'Europe, cette séance de formation vise par une analyse approfondie à apprécier l'écosystème de l'exportation du café en Europe.

« Nous voulons faire sortir les producteurs de leur environnement assez difficile, car actuellement, ils arrivent difficilement à avoir des revenus décents. La formation de cette semaine vise à renforcer leurs capacités, afin de leur permettre de former, à leur tour, leurs collègues exportateurs. C'est donc une formation des formateurs. Ainsi, les exportateurs suffisamment outillés vont devenir une organisation performante d'exportation de café vers l'Europe », a indiqué Enselme Gouthon,

secrétaire général du CCFCC.

Cet atelier de formation de cinq jours qui couvre les entreprises de huit pays vise à amener les participants à avoir une bonne compréhension de leurs besoins en termes de qualité de gestion. La rencontre permettra aux dites entreprises de développer un outil pour le calcul du prix de revient. Elle favorisera aussi une perception claire du prix potentiel dans le cadre de la mise en œuvre du Programme EU/ACP Business Friendly pilote par IITC. Ce programme soutient le développement du secteur privé, notamment les Micros, petites et moyennes entreprises (MPME) dans cinq chaînes de valeur, à savoir le café, le cacao, la



Atelier sur les techniques et normes d'exportation du café, ce 04 décembre à Lomé.

noix de coco et le coton. L'atelier participe donc à penser les stratégies devant améliorer les conditions de vie et de travail des producteurs.

La ministre en charge du Commerce, de l'Artisanat et de la Consommation locale, Kayi Mivedor-Sambiani, a appelé les producteurs à renforcer le taux de production, afin que la matière première soit

suffisamment disponible pour alimenter les unités de transformation et les circuits d'exportation. Pour Sadiq Syed représentant de l'ITC, on estime entre 10 et 15 milliards de dollars la représentation des échanges commerciaux du café selon les années. Cette formation au profit des acteurs du café est d'une très grande utilité. Selon Sadiq Syed, cette formation profitera à

différentes entités et à tous les secteurs agricoles dans des pays en développement et surtout aux producteurs de café.

La cérémonie d'ouverture de cet atelier a été marquée par une remise de kits de travail (brassage, torréfaction, préparation de café) à certains participants.

Edy Alley

Coopération

Faure Gnassingbé et Sassou Nguesso planchent sur le partenariat bilatéral

En marge des travaux de la COP 28, le président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé s'est entretenu le dimanche 03 décembre à Dubaï avec son homologue congolais, Denis Sassou Nguesso. Les deux dirigeants ont évoqué le renforcement des partenariats entre les deux pays.



Faure Gnassingbé et Sassou Nguesso, à Dubaï aux Emirats arabes unis, ce 03 décembre 2023

Dans le sens du partenariat sud-sud, le Togo et le Congo

Brazzaville entretiennent des relations bilatérales assez dynamiques

depuis plusieurs années. Le développement du partenariat économique

semaines après la visite de travail du chef de l'Etat à Oyo, a permis aux deux

entre les ports de Lomé et de Pointe-Noire, est l'un des axes importants de cette coopération bilatérale. Cette rencontre qui intervient quelques

présidents d'approfondir les discussions déjà entamées. Les deux leaders ont aussi évoqué les accords de 2020 sur l'exemption réciproque de visa diplomatique et de service. Lesdits accords concernent l'établissement d'un partenariat entre les deux Chambres de commerce de Lomé et de Brazzaville. L'objectif était d'établir davantage de relations entre les secteurs privés des deux pays.

Les échanges ont également porté sur les enjeux de la conférence climatique en cours. Sur le sujet, les deux pays entendent défendre leurs priorités et mobiliser des financements.

Edy Alley

Programmation budgétaire

L'économie togolaise entre 2024 et 2026

Dans moins d'un mois, 2023 passera le témoin à la nouvelle année pour un nouveau challenge économique. Le Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP) 2024-2026, du gouvernement togolais, a été adopté en juin dernier par l'Assemblée nationale togolaise. Ledit document fait une rétrospection financière nationale sur les trois dernières années et met en relief le devenir économique du Togo sur les trois prochaines années.



Sani Yaya

Le Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle 2024-2026 permet d'assurer une meilleure allocation des ressources mobilisables en cohérence avec les orientations stratégiques des politiques publiques sur la période 2024-2026, les engagements internationaux auxquels le Togo a souscrit conformément aux priorités du gouvernement définies dans la feuille de route gouvernementale Togo 2025 (FDR). Aussi constitue-t-il, le socle pour l'élaboration du budget 2024 en s'appuyant sur des hypothèses économiques précises et justifiées. Le DPBEP 2024-2026 présente la trajectoire d'une consolidation de la croissance économique après les chocs enregistrés ces trois dernières années. Il fixe à moyen terme, les objectifs d'équilibre budgétaire et financier, en termes de prévision du déficit résultant de l'évaluation des recettes et des dépenses et aborde les points d'ancrage de la politique économique en 2024, 2025 et 2026.

Évolution des finances publiques entre 2020 et

2022

Les recettes budgétaires réalisées pour les années 2020, 2021 et 2022 se sont chiffrées respectivement à 830,5 milliards, 921,6 milliards et 1.051,4 milliards, soit un accroissement moyen de 12,5% sur la période. Les dépenses ordinaires sont constituées des charges financières de la dette, des dépenses de personnel, des dépenses d'acquisitions de biens et services, des dépenses de transferts courants et des dépenses en atténuation de recettes. Elles représentent en moyenne 66,1% des dépenses budgétaires. Ces dépenses se sont établies à 976,2 milliards en 2022 contre 757,4 milliards en 2021 et 736,2 milliards en 2020. Sur la période sous revue, elles ont connu une progression moyenne de 15,9% due essentiellement à l'augmentation des dépenses de transferts courants, des dépenses en atténuation de recettes et des dépenses d'acquisition des biens et services. Composées des titres publics, emprunts, droits de tirages spéciaux et recettes des privatisations, les ressources de trésorerie ont connu une évolution

contrastée sur la période 2020-2022. Elles sont passées de 820,3 milliards en 2020 à 622,1 milliards en 2021 et à 902,9 milliards en 2022. Les charges de trésorerie comprenant le remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long terme, les retraits sur les comptes des correspondants et les

contre 406,4 milliards en 2021 et 404,2 milliards en 2020. Les opérations de trésorerie ont dégagé un solde excédentaire de 416,1 milliards; 215,7 milliards et 383,9 milliards respectivement en 2020, 2021 et 2022, soit une progression de 14,9% par rapport à 2021. Dans l'ensemble, le solde global ressorti sur la période sous revue est excédentaire de 116,3 milliards en 2020 et déficitaire de 34,6 milliards.

Estimation 2023 et perspectives 2024-2026

L'estimation des ressources des Établissements publics administratifs (EPA) en 2023 est de 118,5 milliards. Sur la période 2024-2026, elles seraient respectivement de 118,5 milliards, 121,8 milliards et 136,3 milliards. Les projections présentent une tendance haussière moyenne de 4,9% sur la période 2024-2026. Les dépenses des EPA à fin 2023 estimées à 112,6 milliards, sont composées de 98,1 milliards de dépenses de fonctionnement et 14,5 milliards de dépenses d'investissement. Le niveau des dépenses projeté sur la période

projetées à 17,4 milliards en 2024; 17,1 milliards en 2025 et 18,2 milliards en 2026 et représenteraient respectivement 16,5%, 15,3% et 14% du total des dépenses sur la période. L'estimation des ressources des collectivités territoriales en 2023 est de 46,9 milliards. Sur la période 2024-2026, elles seraient respectivement de 46,5 milliards, 49,8 milliards et 55,9 milliards. Les projections de 2024 sont en baisse par rapport à l'estimation de 2023 tandis que les projections de 2025 à 2026, présenteraient une tendance haussière par rapport à 2023. Le niveau élevé des ressources en 2023 s'expliquerait par la hausse exceptionnelle des appuis des Partenaires techniques et financiers (PTF) portés à 93% par le district autonome du Grand Lomé.

Les dépenses des collectivités territoriales à fin 2023 sont estimées à 45,8 milliards réparties en 24,9 milliards de dépenses de fonctionnement et 20,9 milliards de dépenses d'investissement. Le niveau des dépenses projeté sur la période 2024-2026 s'élèverait respectivement à 45,9 milliards, 48,3



prêts et les avances, ont connu une augmentation moyenne de 14,1% sur la période 2020-2022. En 2022, elles se sont établies à 519 milliards

2024-2026 s'élèverait respectivement à 105,4 milliards, 111,5 milliards et 129,6 milliards. Les dépenses d'investissement sont

milliards et 53,4 milliards. Les projections de 2024 à 2026, présentent une tendance haussière par rapport à l'estimation de 2023.



L'estimation des ressources de la CRT en 2023 est de 52,8 milliards. Sur la période 2024-2026, elles seraient respectivement de 56 milliards, 58,3 milliards et 60,6 milliards. Ces projections présenteraient une tendance haussière par rapport à l'estimation de 2023. L'estimation des dépenses de la CRT à fin 2023 s'élève à 53 milliards. Le niveau des dépenses projeté sur la période 2024-2026 s'élèverait respectivement à 55,9 milliards, 58,3 milliards et 60,8 milliards. Ces projections enregistrent une hausse en moyenne de 4,7% sur la période. Les ressources de l'Institut national d'assurance maladie (Inam), sont estimées à 40 milliards en 2023 en augmentation de 158,6% par rapport à leur niveau de réalisation de 2022. Cette augmentation remarquable des ressources s'expliquerait par une importante hausse de l'effectif des assurés sur la période sous revue en lien avec l'élargissement du champ de couverture de l'Inam à tous les agents du secteur public et parapublic. Sur la période 2024-2026, les ressources seraient respectivement de 47,7 milliards, 59,9 milliards et 73,8 milliards. Les projections de la période sous revue seraient en hausse moyenne de 22,7%. L'estimation des dépenses à fin 2023 s'élève à 36,7 milliards, soit une augmentation de 146,6% par rapport à leur niveau de réalisation de 2022. Cette augmentation

remarquable des dépenses en 2023 serait due à une importante hausse de l'ensemble des dépenses relatives à l'évolution de l'effectif des assurés. Le niveau des dépenses projeté sur la période 2024-2026 s'élèverait respectivement à 42,4 milliards, 52,1 milliards et 62,7 milliards. Elles connaîtraient une hausse moyenne de 19,6% entre 2024-2026.

Evolution de la dette publique de 2020 à 2026

L'encours de la dette publique est passé de 2.564,4 milliards en 2020 pour s'établir à 3.337,4 milliards en 2022, soit une hausse de 30,6% sur la période sous revue. L'encours de la dette publique rapporté au PIB est passé de 60,3% du PIB en 2020 à 65,9% du PIB en 2022. Cette hausse est en corrélation avec l'aggravation du déficit budgétaire lié aux conséquences de la pandémie de la covid-19, la crise sécuritaire et la crise alimentaire. Le stock de la dette intérieure est passé de 1.420,6 milliards en 2020 à 2.041,2 en 2022, soit une progression de 29,7%. Il représente 40,3% du PIB à fin 2022. Ce stock est composé des fonds levés au titre des emprunts obligataires par l'Etat sur le marché financier régional pour le financement des projets de développement. Le portefeuille de la dette extérieure du Togo en 2022 est majoritairement composé des créances multilatérales (58,6%). Les créances bilatérales sont minoritaires dans

le portefeuille de la dette publique du fait que la dette bilatérale envers les membres du Club de Paris a été considérablement réduite, suite à l'atteinte du point d'achèvement

et maintenir le risque de surendettement extérieur à modéré sur les moyen et long termes.

Environnement économique international régional

La situation économique internationale a été marquée ces dernières années par une série de chocs concomitants qui se sont renforcés en 2022 dont l'une des conséquences a été, selon les pays et les régions, le fléchissement ou le ralentissement de l'activité économique. En résultante, le taux de croissance du PIB mondial est ressorti à 3,4% en 2022 après 6,3% en 2021 et une contraction de 2,8% en 2020. Le rythme de croissance dans les pays avancés s'est décéléré en 2022, ressortant à 2,7% après 5,4% en 2021 et -4,2% en 2020. Ce ralentissement fait suite à la persistance des

zone est estimé à 4% en 2022 contre 6,7% en 2021. En Chine, la croissance économique s'est ralentie pour s'établir à 3% en 2022 contre 8,4% en 2021. Quant à l'économie indienne, elle a poursuivi sa forte expansion, grâce à une demande intérieure résiliente malgré les chocs extérieurs négatifs. Le PIB de l'Inde a progressé de 6,8% en 2022 après 9,1% en 2021.

En Afrique subsaharienne, touchée par le ralentissement économique au plan mondial, la croissance économique est ressortie à 3,9% contre 4,8% en 2021. Dans la Cedeao, le taux de croissance est passé de 4,4% en 2021 à 3,9% en 2022. Le Nigeria affiche une hausse de l'activité économique de 3,3% en 2022 contre 3,6% en 2021. Dans l'Uemoa, la dynamique de croissance



Présidente de l'Assemblée nationale

de l'initiative PPT le 14 décembre 2010. Le taux d'endettement extérieur s'est établi à 25,6% en 2022. En termes de perspective, le taux d'endettement public se situerait à 61% en 2026, soit une baisse de 4,8 points de pourcentage par rapport à 2022 grâce à la consolidation budgétaire ramenant le déficit budgétaire à 3% du PIB à partir de 2025. Cette tendance permettra de ramener le risque de surendettement global élevé à un risque de surendettement modéré à l'horizon de 2025 avec une marge suffisante pour absorber les chocs

tensions inflationnistes et la réduction de la production dans le secteur manufacturier.

Dans la zone Euro, en lien avec la crise énergétique et la poussée inflationniste, la croissance du PIB a ralenti à 3,5%, après 5,4% en 2021. Dans les pays émergents et en développement, l'activité a pâti du ralentissement de la demande dans les pays avancés et du durcissement des conditions financières internationales. Le raffermissement du dollar a constitué une difficulté supplémentaire. Le taux de croissance réel dans cette

s'est poursuivie dans les Etats membres en lien avec le regain d'activité dans l'ensemble des secteurs, en dépit du contexte de hausse générale des prix exacerbée par les tensions géopolitiques internationales, la persistance de la crise sécuritaire et de la crise sanitaire. La croissance économique de l'Union est estimée à 5,7% en 2022 contre 5,9% en 2021.

Attipoe Edem Kodjo
Source : Rapport d'étude au fond du document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle 2024-2026

Blagues

Socrate dit :

Quand j'étais jeune je n'aimais pas me lever tôt, et ma mère détestait ce comportement de ma part car elle rêvait de me voir un jour comme un riche marchand.

Et un jour ma mère est allée avec moi chez le professeur..et se sont mis d'accord qu'il me donne une leçon !

Il me recitait les avantages de se lever tôt.

• Professeur : Socrate, je vais te raconter une belle histoire, et tu me diras qu'est-ce que tu en as bénéficié, d'accord ?

Socrate : D'accord

• Le professeur : Il y avait deux oiseaux, dont l'un se réveillait tôt et mangeait des insectes et nourrissait ses petits, et le second se réveillait tard et ne trouvait rien à manger... Qu'as-tu retiré de l'histoire, Socrate ?!

• Socrate :

Les insectes qui se réveillent tôt sont mangés par les oiseaux !

Scandale à l'église ce dimanche !

Témoignage de menstruation à l'église.

Ce dimanche, pendant le culte, une fille teint clair de 16 ans se leva et dit : "Louez l'Éternel".

Toute l'Assemblée à crié de joie: Alléluia !

Elle poursuit en disant: "Depuis l'âge de 14 ans j'ai vécu des périodes menstruelles très douloureuses mais maintenant avec une série de prière et retraite avec le frère Paul dans sa chambre, mes menstrues ont cessé depuis plus de 3 mois maintenant. Plus de douleur, plus de règle. Vous pouvez même voir que je suis devenue plus grosse et plus jolie. C'est maintenant je profite encore de cette occasion pour lui redemander s'il peut encore m'aider à prier sérieusement pour le petit problème de vomissements, de fatigue, des crachats. Louez l'Éternel. L'église entière était silencieuse

Tous les regards se sont dirigés vers le frère Paul .

Le pauvre frère Paul s'est évanoui .

Nous venons d'apprendre qu'il s'est réveillé.

Pensée du jour

Beaucoup de gens ne voient pas la valeur de leur existence parcequ'ils ne savent pas faire la différence entre les choses... Certains sont nés avant toi et ils sont déjà partis d'autres sont nés après toi mais ils sont déjà partis..alors pourquoi dois tu donc convoiter la place de l'autre alors que tu n'es même pas sa silhouette?? Si tu sais faire la différence entre les choses, à chaque réveil, tu auras toujours la pensée sur ta raison d'être. Ce n'est pas de penser à comment tu vas faire pour dépasser l'autre, ta vie n'est pas une compétition ou de penser à comment tu vas faire pour être comme l'autre, tu n'es pas venu pour être comme quelqu'un. Chacun avec son destin.

Photo du jour



Et si vous étiez Dieu, qui des deux auriez-vous sauvé

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso; Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses à Lomé

BIBLIOTHEQUES

BIBLIOTHEQUE NATIONAL: Quartier Admi Tel: 22 21 04 10

CENTRE CULTUREL LOYOLA Quartier Agoè en face Camps FIR, Tel: 90 64 80 77

INSTITU FRANÇAIS DE LOME: Quartier Administratif; Tel: 22 23 46 60 / 22 23 46 65

LIBRAIRIE

GRAIN DE PENSEE: 30, bvd du 13 janvier Tel: 22 22 32 43

LIBRAIRIE BON PASTEUR: Quartier Assiganto Avenue Sylvanus Olympio Tel: 22 22 26 66

LIBRAIRIE BONNE SEMENCE: Quartier Avé Maria, Avenue du 30 Août

LIBRAIRIE STAR: Quartier Béniglato, rue du lac Togo Tel: 22 22 74 83

ESPACES CULTURELS

CENTRE BRIN DE CHOCOLAT: Quartier kodjoviakopé; Tel: 22 20 06 59 / 90 04 32 86

CENTRE CULTUREL: DENYIGBAN; Quartier St Joseph, rue Anima Tel: 22 41 98 16

CENTRE CULTUREL: LOYOLA; Quartier Agoè Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédranawoé Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédranawoé Tel: 22 42 12 07

MANNEQUINAT & HÔTESSE

ALLURE MODE AGENCE; Tel: 99 22 04 62

CHALLENGE AGENCE; Tel: 92 27 91 66

SALLE DE CINEMA

HARMONIE SIGNATURE: Résidence de la caisse Tel: 22 26 12 55

CANAL OLYMPIA: Tokoin Gbadago Tel: 98 34 83 52

CINEMA GREENFIELD: Quartier Tokoin hôpital Tel: 22 21 12 55

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com

Larry Event Day (LED)

Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel; Communication, Location d'espaces, Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE: (Atikoumé; juste à côté de l'UTB

RAMCO: (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)

LE CHAMPION SUPER MARCHÉ: (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR: (Juste en face du Super Marche Le Champion)

MARCHE DE GOYI SCORE: (Juste en face du Super Marché RAMCO)

PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA: (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscaïns), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919

COURS DE CAPOEIRA : Salle GYM TONIC.
Tél : 90 79 79 90

COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»;
Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30

COURS DE ZUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ;
Tél 90 30 38 75

CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ;

Tél : 90 15 39 87

SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)

Tél : 22 40 04 99

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoé, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli)
Tél: 22 21 68 51

EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)

FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage)
Tél: 22 21 24 96

TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68

SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV: Tél. 22 20 13 20

TOGO CELLULAIRE: Tél. 22 22 66 11

TOGO TELECOM: Tél. 22 21 47 14

SANTÉ GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77

CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37

CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77

CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01

CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68

HORLOGE PARLANTE; Tél: 116

CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

RESTAURANT LE TABLIER (Qtier Cacavéli, Bd de la Kara, 2è ruelle à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona)

Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30

HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63

LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS : HOTEL RESIDENCE « LES ANGES»

Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30

BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72

GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoé, Avenue Joseph Strauss) ;

Tél : 90 04 76 60

GYM FIL «O» PARC (Agoè Nyivé) ; Tél : 22 35 18 28

GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70

Togo

Solder le débat sur le découpage électoral

Depuis quelques jours, le débat sur le découpage électoral, en prélude aux élections législatives et régionales, projetées au plus tard à fin mars 2024, est mené avec acuité dans les états-majors des partis politiques et au sein des organisations de la société civile. La véhémence des partis pris se comprend aisément en raison des enjeux politiques et non de ceux scientifiques ou de raisons de la Cité.



Le découpage électoral est en effet un maillon essentiel pour tout scrutin plurinominal car la juste représentativité des différentes sensibilités politiques dans les instances de délibération, ainsi que la crédibilité et la sincérité du processus électoral en dépendent. Fort de ces considérations et sous réserve des lectures politistes à la Machiavel, récitées sans contextualisation, il apparaît nécessaire de clarifier et d'éclairer l'opinion publique sur les critères d'un découpage électoral juste et équitable à l'aune des enjeux politiques togolais.

Les critères démographique et sociogéographique et des

réquisits du découpage électoral seront tour à tour analysés.

Critère démographique
Le découpage électoral consiste à déterminer le nombre, la taille et les limites des circonscriptions électorales. L'on rappellera qu'une circonscription est une division électorale dans laquelle un nombre déterminé de sièges est soumis à élection. Afin de respecter le principe d'égalité des suffrages, il est nécessaire d'assurer l'égalité de la représentation entre les circonscriptions. Cela implique également la nécessité de réviser périodiquement les limites des circonscriptions afin de maintenir l'équilibre des suffrages, compte tenu des mouvements de la

population

En démocratie, la représentation des diverses circonscriptions doit, en principe, être proportionnelle en termes du rapport entre le nombre de sièges et le nombre d'électeurs. Tous les citoyens sont ainsi représentés également, quel que soit leur lieu de résidence. Il faut, à ce niveau, lever l'équivoque et les ambiguïtés entretenues par certains acteurs. L'égalité des circonscriptions est basée sur le rapport nombre de sièges et nombre d'électeurs. Il ne faudrait donc pas confondre l'électorat d'une circonscription à la population résident dans cette circonscription. L'électorat est

déterminé sur la base du recensement électoral alors que la population est l'ensemble des habitants de la circonscription, notamment les électeurs plus ceux qui n'ont pas cette qualité (les mineurs, les étrangers et les personnes déchues de leurs droits civiques). En conséquence, le ratio électoral-nombre de sièges d'une circonscription ne peut être mathématiquement égal au ratio population-nombre de sièges de cette circonscription. Les données démographiques à prendre en compte dans le découpage électoral et non du recensement général de la population et de l'habitat.

Critères sociogéographiques

L'égalité des circonscriptions peut être relativisée. Il est de principe, dans plusieurs pays, que l'égalité des électeurs n'est pas le seul critère important de représentation. D'autres facteurs sont pris en compte pour garantir une représentation non seulement égale mais aussi efficace. Par exemple, l'identité culturelle d'une circonscription, son évolution historique, sa géographie (régions peu peuplées, endroits éloignés) et la présence de minorités sont des considérations qui sont prises en compte dans le découpage électoral. Ces facteurs s'opposent au principe d'égalité des suffrages. Cependant, la prise en compte de ces facteurs nécessite que les

acteurs définissent un écart acceptable par rapport à l'égalité absolue. La prise en compte de ces données sociogéographiques vise à consolider la nation au sens du vivre-ensemble et renforcer la cohésion sociale et la représentativité de tous.

La nécessité de la révision périodique pour le compte du découpage électoral

Les populations évoluent avec le temps. Les résidents ruraux se déplacent vers les régions urbaines et la démographie du pays se transforme. Afin de maintenir l'intégrité électorale et l'égalité des suffrages, il importe de revoir périodiquement le découpage des circonscriptions électorales. Le processus de révision doit se faire à une fréquence raisonnable. Habituellement, la révision se fait tous les 5 à 10 ans.

La révision du découpage électoral offre l'opportunité aux acteurs politiques de renforcer tant l'égalité que l'équité de la représentativité des citoyens au sein des instances délibératives au niveau national et au niveau local.

En somme, et au-delà des débats en cours dans les écuries politiques qui font dire qu'en démocratie, les textes les plus importants sont ceux électoraux, nous devrions certes nous garder des hors-pistes juridiques pour ne pas électriser inutilement la scène politique.

CHINA MOUTAI

INFOLINE: +228 70340292
MOUTAI CHINA TOGO & BÉNIN

DISPONIBLE DANS LES BARS
RESTAURANTS ET SUPERMARCHÉS

IMMEUBLE MARINA BAY .
BOUTIQUE N5 . BOULEVARD DU MONO

18 L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ

CoP 28

Le monde n'est pas en mesure de limiter le réchauffement à 1,5°C

La 28ème Conférence des Parties (CoP 28) à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) a démarré il y a quelques jours à Dubaï aux Emirats arabes unis. La rencontre a commencé avec un appel retentissant à l'accélération de l'action collective sur le climat.

La conférence a lieu au moment où les prévisions disent que cette année 2023 sera l'année la plus chaude jamais enregistrée dans l'histoire de l'humanité et que les impacts de la crise climatique provoquent des ravages sans précédent sur la vie humaine et les moyens de subsistance

indique clairement que la transition est encore loin d'être assez rapide pour limiter le réchauffement dans le cadre des ambitions actuelles.

Le rapport sur les Contributions déterminées au niveau national (CDN) récemment publié par la

à Dubaï, car seule la coopération entre les nations peut permettre à l'humanité de revenir dans la course. Mais la CoP 28 ne peut pas être une simple séance de photos. Les dirigeants doivent agir, le message est clair. Et lorsque les dirigeants quitteront Dubaï après le sommet d'ouverture, le message qu'ils adresseront à leurs négociateurs devra être tout aussi clair : ne rentrez pas chez vous sans

matière de financement de la lutte contre les changements climatiques lors de la CoP 28 seront essentiels pour instaurer la confiance dans d'autres domaines de négociation et pour jeter les bases d'un « nouvel objectif collectif quantifié » encore plus ambitieux en matière de financement de la lutte contre les changements climatiques, qui doit être remis en place l'année prochaine. Elle ouvrira également

efficacement pour assurer un avenir durable aux populations et à la planète.

« Nous n'avons pas de temps à perdre. Nous devons prendre des mesures urgentes pour réduire les émissions. Lors de la CoP28, tous les pays et toutes les entreprises devront rendre des comptes, guidés par l'étoile polaire qui consiste à ne pas dépasser 1,5°C », a déclaré le Dr Sultan Al Jaber, président de la CoP 28.

« Toutes les parties doivent être prêtes à prendre une décision ambitieuse en réponse au bilan mondial, qui réduise les émissions tout en protégeant les personnes, les vies et les moyens de subsistance », a ajouté M. Al Jaber.

« Il est d'une importance cruciale de continuer à s'appuyer sur les réalisations précédentes, mais surtout de mettre en œuvre ce que nous avons déjà convenu », a déclaré le ministre égyptien des Affaires étrangères et président de la CoP 27, Sameh Shoukry. « Nous ne pourrions pas atteindre nos objectifs communs sans l'adhésion de tous, et en premier lieu des pays du Sud », a précisé le diplomate.



Les dirigeants à l'ouverture de la CoP 28

dans le monde entier.

La CoP 28 qui se tient du 30 novembre au 12 décembre 2023, constitue un moment décisif pour agir sur les engagements climatiques et prévenir les pires impacts des changements climatiques. Les Émirats arabes unis assurent la présidence de la CoP 28, avec le Dr Sultan Al Jaber comme président de cette année.

La CoP de cette année marque la conclusion du « bilan mondial », la première évaluation des progrès mondiaux dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris de 2015 sur le climat. Le constat est sans appel : le monde n'est pas en mesure de limiter la hausse des températures à 1,5 degré Celsius d'ici la fin du siècle. Le rapport reconnaît que les pays élaborent des plans pour un avenir de zéro émission nette et que le passage aux énergies propres s'accélère. Mais il

CCNUCC montre que les plans d'action nationaux actuels sur le climat, permettraient de réduire collectivement les émissions de gaz à effet de serre de 2% par rapport aux niveaux de 2019, d'ici à 2030, alors que les données scientifiques indiquent clairement qu'une réduction de 43% est nécessaire.

Le bilan mondial doit servir de catalyseur pour une plus grande ambition dans la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris, alors que les nations se préparent à soumettre des plans d'action nationaux révisés sur le climat d'ici 2025. Il présente des actions sur la manière d'accélérer les réductions d'émissions, de renforcer la résilience aux impacts climatiques et de fournir le soutien et le financement nécessaires à la transformation.

« Plus de 160 dirigeants mondiaux se rendent

un accord qui fera une réelle différence », a déclaré Simon Stiell, secrétaire exécutif de la CCNUCC.

Le financement de la lutte contre les changements climatiques est au cœur de cette transformation. La reconstitution du Fonds vert pour le climat, le doublement des ressources financières pour l'adaptation et l'opérationnalisation du fonds pour les pertes et les dommages sont essentiels pour que le seuil de 1,5°C reste à portée de main et que personne ne soit laissé pour compte.

« La réalité est que si les pays en développement ne bénéficient pas d'un financement beaucoup plus important, la révolution des énergies renouvelables restera un mirage dans le désert. La CoP 28 doit en faire une réalité », a ajouté M. Stiell.

Les progrès réalisés en

la voie à une transition juste et inclusive vers les énergies renouvelables et à l'abandon progressif des combustibles fossiles.

Face à la montée des conflits et des tensions dans le monde, Simon Stiell a insisté sur la nécessité de collaborer pour lutter contre les changements climatiques, un domaine dans lequel les nations peuvent collaborer

« Nous devons commencer à agir en faveur de la justice climatique et fournir les outils nécessaires dont nous avons déjà convenu à Charm el-Cheikh pour financer les pertes et les dommages, y compris la création d'un fonds. L'un des principaux résultats de la CoP 28 est que le fonds soit pleinement opérationnel et financé », a conclu M. Shoukry.

ACHETEZ & LISEZ désormais

TOGOMATIN

sur **MONKIOSK.com** ou sur le portail **Lome.com**

www.monkiosk.com www.alome.com

Journée internationale du volontariat

Une caravane dans les rues de Lomé

Après la région des savanes, de la kara, Centrale, plateau, les volontaires sont dans la région maritime où une caravane nationale du volontariat et de l'inclusion sociale s'est ébranlée tôt ce matin du 04 décembre 2023 pour sillonner les artères de la ville de Lomé.



Elle a parcouru les rues de Dékon, collège protestant, atikoumé, limousine pour chuter au siège de l'ANVT.

Composée principalement des volontaires nationaux, cette caravane a été rejointe par d'autres anciens volontaires nationaux, ainsi que par des volontaires des autres corps du volontariat au Togo, leur personnel et le personnel de l'ANVT.

La grande caravane nationale, démarrée depuis le mercredi 29 novembre 2023 à Dapaong, marque les festivités de la 21 édition de la Journée Internationale des Volontaires au Togo.

dans chaque région, a assemblé chaque partie de la maquette au moment du début de la caravane dans la région correspondante.

À Lomé, 100 volontaires nationaux ont répondu à

Pour marquer l'occasion, le directeur général de l'ANVT et le représentant d'ONU Volontaires ont relevé l'importance du volontaire,

c'est aujourd'hui l'étape de la région maritime. C'est



Organisée par l'Agence Nationale du Volontariat au Togo en collaboration avec ses partenaires notamment ONU Volontaires, la caravane du volontariat et de l'inclusion sociale a sillonné les chefs-lieux des régions du 29 novembre au 4 décembre 2023. Pour chaque région, le point de la chute de la caravane a servi de lieu d'informations et de sensibilisation autour des thèmes suivants : l'importance et l'utilité des missions de volontariat, La cohésion sociale et le vivre ensemble, le Genre et Inclusion Sociale. En tant que symbole fort de la caravane, une maquette démontable du Togo en bois, représentant chaque région avec des couleurs distinctes, a été confectionnée. L'équipe de l'ANVT et du PVNU, présente

l'appel de l'ANVT, ce lundi 04 décembre 2023. La voiture de la caravane, avec

une caravane d'abord pour partager les valeurs du volontariat avec le public,



à bord des volontaires, a pris son départ depuis le siège du PNUD à Lomé.

avec les jeunes, avec le monde par ce que cette année le thème est "si tout

le monde le faisait" pour dire que les volontaires en décidant de s'engager n'étaient pas les seuls qui pouvaient le faire, chacun peut être volontaire chaque jour que Dieu fait et encourager les gens à

l'année" a précisé Omar AGBANGBA, DG ANVT.

Le DG de l'ANVT a réitéré l'importance du volontariat tout en invitant les togolais à considérer les volontaires pour le travail qu'ils font pour



soutenir l'action volontariat et à s'engager pour la cause commune. C'est comme ça nous allons bâtir un monde juste, inclusive, plein d'amour, de solidarité et de cohésion.

l'édification de cette nation. C'est un travail pour tous les Togolais. Si tout le monde le faisait, notre pays connaîtra un développement harmonieux.

"Cette année la particularité liée à cette célébration de la journée internationale des volontaires est cette caravane qui par le passé ne se faisait pas. C'est avec le partenariat avec le volontariat des nations unies que la caravane a été décidé et où tout les corps de volontariat ont été représenté juste pour mettre les volontaires en avant et invité tout le monde à faire. D'autres aspects de la célébration c'est le concours du meilleur volontaire de l'année où trois prix sont à gagner notamment le meilleur volontaire de l'année, le

Pour mademoiselle Dambani Nikabou, volontaire des nations unies, travaillant dans le domaine de l'inclusion de l'handicap, elle a eu à travailler pour le renforcement, l'implication et l'inclusion sociale afin de permettre aux personnes handicapées de pouvoir agir davantage en faveur de l'inclusion des personnes handicapées au Togo.

Le Togo compte à ce jour, plus de 65 000 volontaires mobilisés avec au moins 53 % des femmes. C'est un des programmes où les femmes sont à l'honneur et sont la majorité à être mobilisées et a permis également de faire

meilleur volontaire sur les projets IE et la meilleure femme volontaire de

des choses extraordinaire.



CORIS MONEY
Simple et cool !

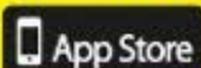
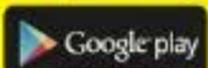
PAYEZ VOS FRAIS UNIVERSITAIRES VIA CORIS MONEY

LA **SOLUTION**
DE **PAIEMENT**
MOBILE



ONY Coris

Disponible gratuitement sur



CENTRE D'APPEL : 8283

SIMPLE & COOL

par  **CORIS BANK**